



Tableau de bord économique des services en France

Février 2009

Document réalisé par Coe-Rexecode

Le Groupement des Professions de Services (GPS) a pour ambition d'être l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Ceux-ci sont aujourd'hui un moteur pour la croissance et l'emploi ; ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre dans la société civile une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ils revendiquent une plus grande visibilité et une plus grande influence au sein de l'organisation patronale nationale, le Medef, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et des instances européennes et de toutes les organisations professionnelles partenaires des métiers de services au plan national et européen.

Le GPS rassemble cinq grands groupes d'activités :

- Services financiers : assurance, banque
- Services aux entreprises : poste (> 50g), télécommunications, conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie
- Services opérationnels : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire, propreté, sécurité, communication, foires et salons, autoroutes, centres d'appels
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé
- Services aux collectivités : Services à l'énergie, distribution d'eau (et assainissement), collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective

Ce « tableau de bord des services » présente la situation du secteur des services marchands (hors commerce). Il s'agit à peu près de l'ensemble des activités de services regroupées au sein du Groupement des Professions de Services (GPS). Outre les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières, celui-ci compte également les activités financières et de transport. Ainsi, notre agrégat « services » correspond à ce que les nomenclatures standard nomment « tertiaire marchand » hors commerce. Avec 8,8 millions de personnes, ce champ représente 34 % de l'emploi intérieur total en 2007 et a généré 46 % de la valeur ajoutée totale (776 milliards d'euros).



Février 2009

Le mot du Président

Le secteur des services n'est pas à l'écart, à quelques exceptions près, de la forte récession qui affecte les économies française et mondiale. L'activité des services a ralenti tout au long de l'année 2008 sans pour autant cessé de croître. Les services ont résisté, mais pour combien de temps encore ? Selon les enquêtes d'opinion, les chefs d'entreprises ne voient pas à ce jour de signe de redressement et leurs anticipations d'évolution d'activité sont très dégradées.

Habituellement « amortisseurs » des périodes économiques difficiles, car toujours créateurs d'emplois, les services pourraient bien cette fois-ci ne pas pouvoir remplir ce rôle, vu l'ampleur de la crise. Les indicateurs clefs qui seront publiés au cours du premier trimestre 2009 renseigneront sur l'état réel de l'économie des services qui, pour le moment, a mieux résisté que les autres secteurs économiques. Ainsi, les créations d'emploi ont fortement ralenti (principalement en raison de l'intérim) mais elles ne s'étaient pas encore tariées...

Le GPS estime néanmoins nécessaire la mise en œuvre de mesures d'urgence. Tout d'abord un plafonnement des cotisations et contributions sociales pour les entreprises à fort taux d'emploi, afin de mettre la priorité sur l'emploi. Ensuite, dans la droite ligne de l'application au 1er janvier 2009 des dispositions de la loi de Modernisation de l'Economie relatives aux délais de paiement, le raccourcissement des délais de paiement des collectivités territoriales et des entreprises publiques. Outre ces mesures de court terme, qui pourraient permettre au secteur de jouer le rôle « d'accélérateur » de la sortie de crise, le GPS souhaite que s'ouvre un véritable « Grenelle des services ».

Une meilleure prise en compte des services dans notre réglementation et notre législation permettrait de renforcer la capacité de l'économie à s'adapter à la mondialisation et à préparer sa croissance future. Il faut décloisonner des politiques jusqu'ici segmentées selon des secteurs très spécifiques, et prendre en compte ce qui fait l'unité des services : l'importance du capital humain et le lien direct avec le client.

La création, à l'initiative d'Hervé Novelli, secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services, d'une Commission permanente de concertation des services facilitera l'adaptation de nos politiques aux réalités d'une économie de services. Ses membres, représentants l'interprofession des services et représentants des différentes administrations concernées, mèneront ensemble des réflexions, notamment sur le temps de travail (la souplesse, la réactivité étant des facteurs déterminants de la compétitivité des services vis-à-vis des attentes des clients), la formation (l'offre de personnel qualifié n'étant pas toujours adaptée à une « culture du service ») et l'innovation.

Le GPS demande également la transposition rapide en France, de la directive « services » afin de réaliser le marché intérieur des services européen. Il s'agit en effet d'un puissant moyen de valoriser les avantages concurrentiels des entreprises françaises.

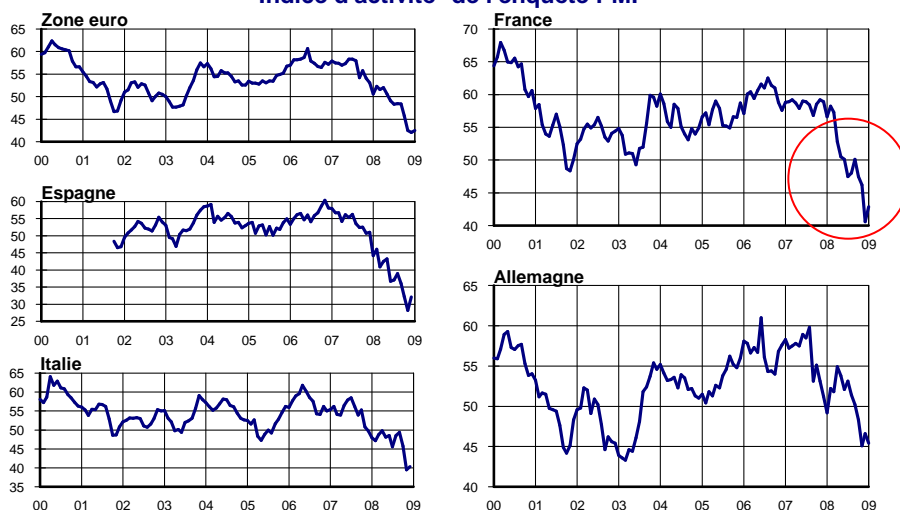
Georges Drouin
Président du Groupement des Professions de Services

Synthèse : Ralentissement de l'activité des services en 2008

La crise immobilière, puis financière et économique, n'a pas épargné le secteur des services en France. Après une nette accélération observée au premier trimestre 2008, les activités des services de la France ont fortement chuté au second trimestre. La reprise des activités au troisième trimestre n'a pas suffi pour effacer le passage à vide au second trimestre, notamment dans les secteurs immobiliers, financiers et dans les services aux entreprises. La plupart des services ont vu l'indice de leur chiffre d'affaires exprimé en valeur fortement ralentir voire se contracter pour certains d'entre eux (hôtellerie-restauration), et la dégradation de l'activité des services s'est encore amplifiée en fin d'année. D'après l'enquête de l'INSEE, les chefs d'entreprises interrogés en décembre 2008 « n'ont jamais été aussi pessimistes pour leurs prévisions d'activité depuis la mise en place de l'enquête en 1988 ». Aucun signe de reprise à court terme de l'activité n'apparaît pour l'heure dans l'enquête de conjoncture de l'INSEE.

La détérioration du climat des affaires dans les services s'est déjà traduite dans une franche modération des créations d'emplois. Une contraction des effectifs est même probablement intervenue en fin d'année dernière ce qui viendrait interrompre à cinq années consécutives de fortes créations d'emplois dans le secteur. Le salaire moyen par tête dans les services a connu une progression assez régulière, aux alentours de +2,8 % en glissement annuel. La hausse des prix de vente des services s'étant nettement ralentie, la situation financière des entreprises s'est détériorée. Le taux de marge des entreprises des services continue de s'effriter en France tout au long de 2008. Le nombre de défaillances a fortement augmenté, notamment dans les services aux entreprises et aux particuliers. Les opinions des chefs d'entreprises du secteur des services sur l'évolution de leurs résultats d'exploitation passée comme prévue se sont fortement dégradées. Point positif, la diminution régulière de l'excédent dégagé par les échanges internationaux de services qui était à l'œuvre depuis 2000 est interrompue. Elle a même laissé la place à une légère remontée en cours d'année.

Conjoncture européenne des services Indice d'activité* de l'enquête PMI



* Un indice supérieur à 50 indique une augmentation de l'activité.

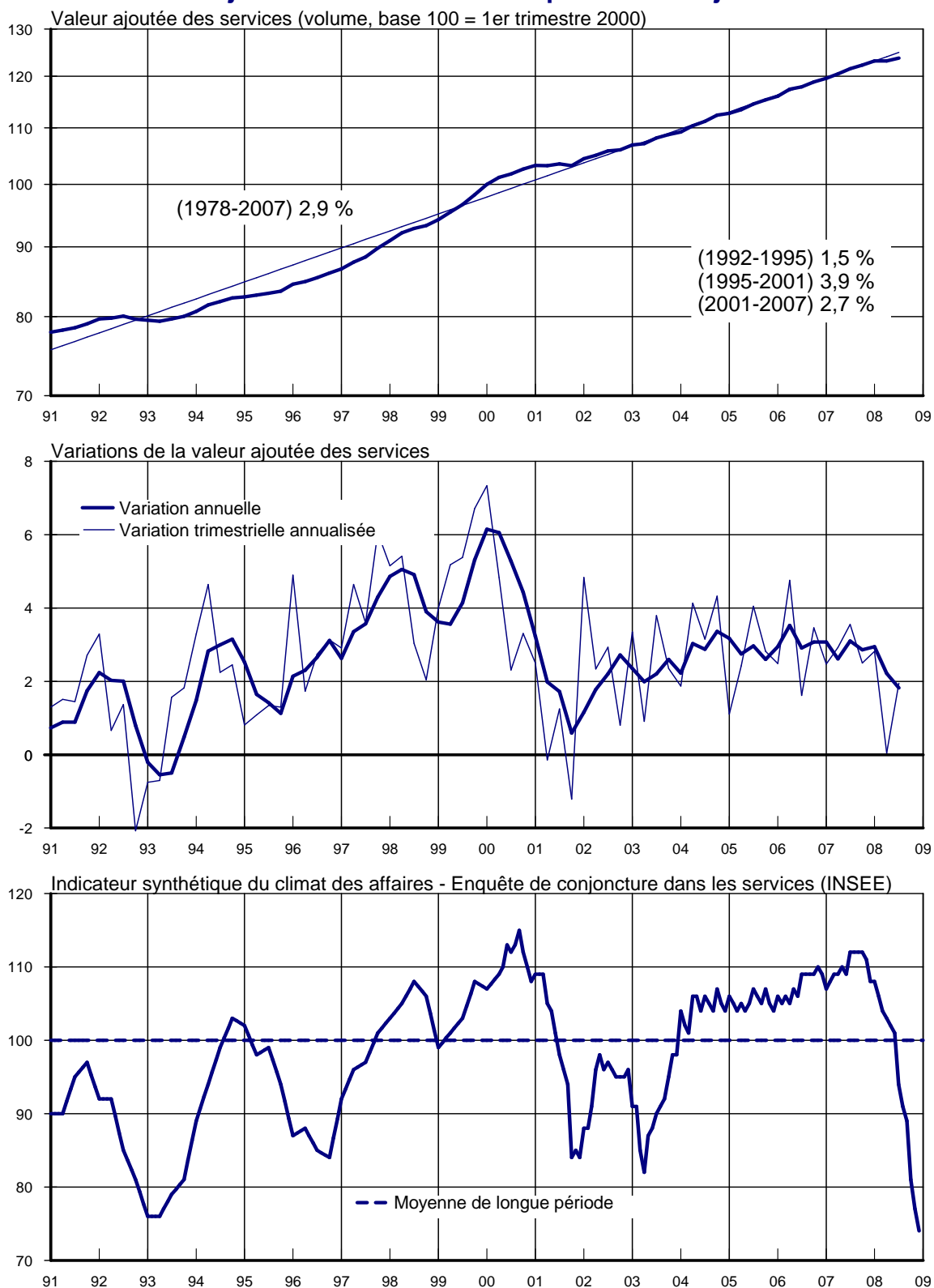
© Coe-Rexecode

Source : Markit Economics

Sommaire du tableau de bord

<u>1. TENDANCES CONJONCTURELLES</u>	2
- Ralentissement de l'activité des services en France en 2008.....	3
- Les chiffres d'affaires sont en net ralentissement dans les services en 2008.....	5
- L'excédent de la balance des services s'est accru en 2008.....	7
- Le recul de l'emploi s'est étendu aux services.....	9
- Légère accélération des salaires	11
- Les prix des services se sont nettement repliés en fin d'année	13
- Les créations des entreprises marquent le pas, mais restent à un niveau élevé. Les défaillances ont accéléré en fin d'année	15
- Le taux de marge des entreprises de services s'effrite en 2008	17
<u>2. TENDANCES STRUCTURELLES</u>	18
- Les services représentent un tiers de l'emploi en France.....	19
- Les ménages consomment surtout ... des services immobiliers.....	20
- Les activités de services investissent autant que la moyenne de l'ensemble des activités	21
- Les entreprises de services consomment ...des services	22
<u>3. SOURCES DES DONNEES</u>	24

Valeur ajoutée des services et enquêtes de conjoncture



© Coe-Rexecode

Source : INSEE, Comptes Nationaux Trimestriels, Enquête de conjoncture dans les services

Ralentissement de l'activité des services en France en 2008

La crise immobilière, puis financière et économique, n'a pas épargné le secteur des services en France. Après une nette accélération observée au premier trimestre 2008, la croissance des activités des services de la France (incluant les activités financières et les transports) a laissé la place à une stagnation au second trimestre. La reprise des activités au troisième trimestre, avec une croissance trimestrielle annualisée de +1,8 %, est restée timide. En outre, l'activité a probablement fléchi de nouveau en fin d'année. Au total, pour l'année 2008, les services devraient enregistrer une croissance largement en dessous des performances obtenues au cours des années précédentes. Au terme du troisième trimestre, l'acquis de croissance de la valeur ajoutée des branches de services s'établit à 2,0 % contre 3,0 % atteint en 2007 et 3,6 % en 2006.

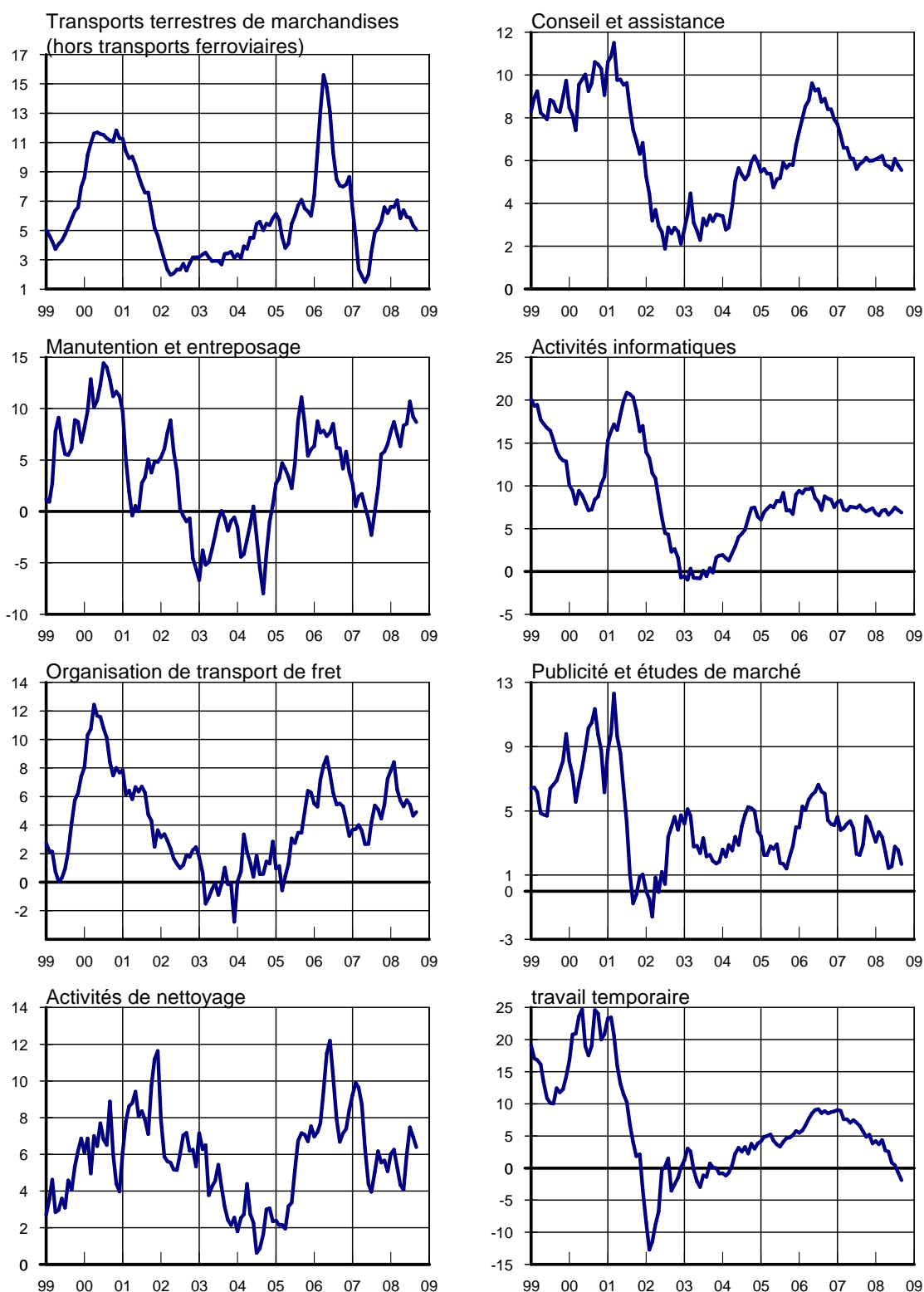
Cette décélération s'explique en premier lieu par le net fléchissement de la croissance des activités de services immobiliers et financiers, ainsi que celle des activités de services aux entreprises. La valeur ajoutée du secteur des services aux particuliers s'est pour sa part repliée au cours des deux derniers trimestres. Confrontés au retournement du marché, les services immobiliers ont vu leur activité se modérer sensiblement en 2008, leur acquis de croissance pour 2008 est estimé à 2,2 % contre une croissance de 3,0 % en 2007 et de 3,6 % en 2006. Les services financiers ont également souffert des turbulences de l'économie mondiale. L'acquis de croissance de la valeur ajoutée générée par les activités financières n'atteint que 2,6 % contre +3,6 % en 2007. De son côté, les services aux entreprises ont enregistré une nouvelle baisse de leurs activités. A la fin du troisième trimestre 2008, l'acquis de croissance dégagé par ce secteur n'atteint que 0,9 % contre une croissance estimée à 3,8 % en 2007 et 4,4 % en 2006.

La dégradation de l'activité des services s'est poursuivie en fin d'année et ne paraît pas à même de se redresser début 2009. L'indicateur synthétique de l'INSEE qui mesure le climat des affaires dans le secteur français des services est tombé en décembre 2008 à son point bas historique atteint en janvier 1993. Le détail de l'enquête n'offre aucun signe de reprise à court terme. D'après l'enquête de l'INSEE, les chefs d'entreprises interrogés en décembre 2008 « n'ont jamais été aussi pessimistes pour leurs prévisions d'activité depuis la mise en place de l'enquête en 1988 ». Du côté des services aux particuliers, malgré la baisse des prix de l'énergie et des matières premières, les dépenses de consommation des ménages ne paraissent pas à même de se redresser rapidement, alors que la détérioration continue de l'activité manufacturière devrait encore peser sur l'activité des services aux entreprises et du transport. Enfin, les services immobiliers et financiers devraient souffrir encore des situations financières incertaines des établissements bancaires.

Valeur ajoutée dans les branches de services (volume, indices chaînés)

En %	Tendance 90-07	2006 (var. annuelles)	2007 (var. annuelles)	2008 (var. trimestrielles annualisées)			Acquis de croissance 3e tr. 2008
				1er tr.	2e tr.	3e tr.	
Ensemble des branches	2,0	2,3	2,2	1,7	-1,2	0,5	1,1
Agriculture	1,0	-1,4	-1,9	9,1	1,3	1,7	-0,9
Industrie	2,2	1,1	1,1	-1,9	-4,4	-3,0	-0,5
Construction	0,2	4,1	3,9	1,6	-7,2	-3,5	-1,3
Commerce	1,9	2,4	1,7	-1,3	-4,9	-0,6	2,1
Services	2,9	3,6	3,0	2,9	0,0	1,8	2,0
Transports	3,8	2,2	2,4	4,7	0,1	1,9	1,4
Activités financières	2,1	5,0	2,9	2,0	-0,9	2,1	2,6
Activités immobilières	2,7	3,3	3,0	3,2	2,1	2,2	2,2
Services aux entreprises	3,3	4,4	3,8	2,8	-1,0	2,0	0,9
Services aux particuliers	2,2	1,6	1,5	2,1	-1,4	-0,1	1,5
Education, santé et action sociale	0,8	0,4	1,5	2,1	1,2	1,5	1,9
Administration	1,3	0,9	1,4	2,5	2,1	2,1	3,5

Indices de valeur du chiffre d'affaires de services (variation sur un an de la moyenne mobile sur 3 mois, en %)



Source : INSEE

© Coe-Rexecode

Les chiffres d'affaires sont en net ralentissement dans les services en 2008

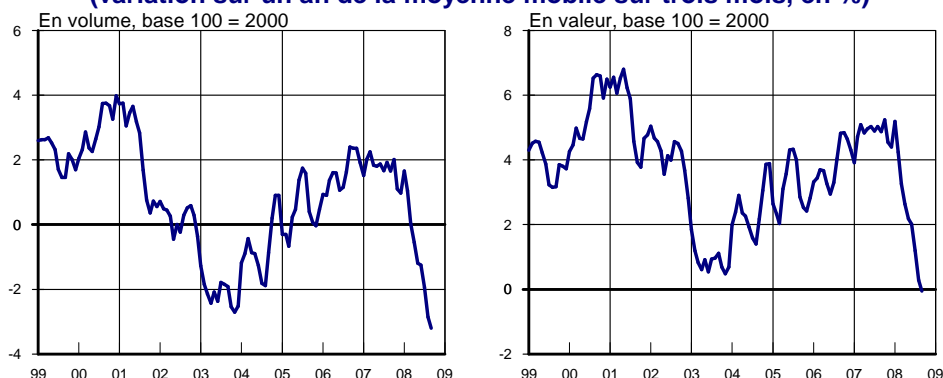
Après avoir été soutenue en début d'année, l'activité des entreprises du secteur du transport s'est nettement modérée. Si l'indice de leur chiffre d'affaires (exprimé en valeur) reste encore sur un rythme soutenu dans le secteur de l'organisation de transport de fret à la fin du troisième trimestre, en revanche, le chiffre d'affaires dans le secteur du transport terrestre de marchandises retrouve les bas niveaux enregistrés à la fin 2003 (+3,5 % sur un an en octobre 2008 contre +5,3 % au troisième trimestre, +6,6 % au second et +4,4 % en 2007). Pour sa part, l'indice du chiffre d'affaires du secteur de la manutention et de l'entreposage est en nette progression au cours des derniers trimestres.

Dans le conseil et assistance, la progression de l'indice de chiffre d'affaires en valeur se stabilise depuis le début de l'année entre 5 % et 6 % sur un an avec tout de même un ralentissement observé à la fin du troisième trimestre. Cependant, le rythme de progression reste soutenu eu égard aux rythmes enregistrés entre 2002 et 2005.

Dans les activités informatiques, l'indice en valeur du chiffre d'affaires se maintient également sur un rythme relativement stable depuis le début de l'année, mais reste en dessous des rythmes de progression observés en 2007. De son côté, le secteur de la publicité et des études de marché continue de fortement ralentir, avec des progressions très modestes aux deuxième et troisième trimestres. Dans les services opérationnels, l'indice de chiffre d'affaires dans le travail temporaire ralentit fortement, enregistrant même une baisse à partir du deuxième trimestre (-4,7 % en octobre). Ce chiffre reste en ligne avec celui de l'emploi dans l'intérim. Les activités de nettoyage ont vu, en revanche, leur chiffre d'affaires progresser à des rythmes toujours plutôt soutenus, bien qu'en-deçà du rythme observé en 2007. Dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, les indices, tant en valeur qu'en volume, ont commencé à se contracter en fin d'exercice.

Au total, au troisième trimestre 2008, le chiffre d'affaires des services aux entreprises est en hausse de +1,1 % en glissement trimestriel, soit une progression annuelle de +4,8 %, alors que celui des activités immobilières est en léger repli de 0,2 % par rapport au trimestre précédent, soit une baisse de 1,5 % sur un an. Le chiffre d'affaires des transports augmente de 1,1 % en glissement trimestriel, soit une progression de +5 % sur un an. De son côté, le secteur audiovisuel voit son chiffre d'affaire en légère hausse au troisième trimestre, à +1,3 % sur un trimestre, +2,8 % sur un an.

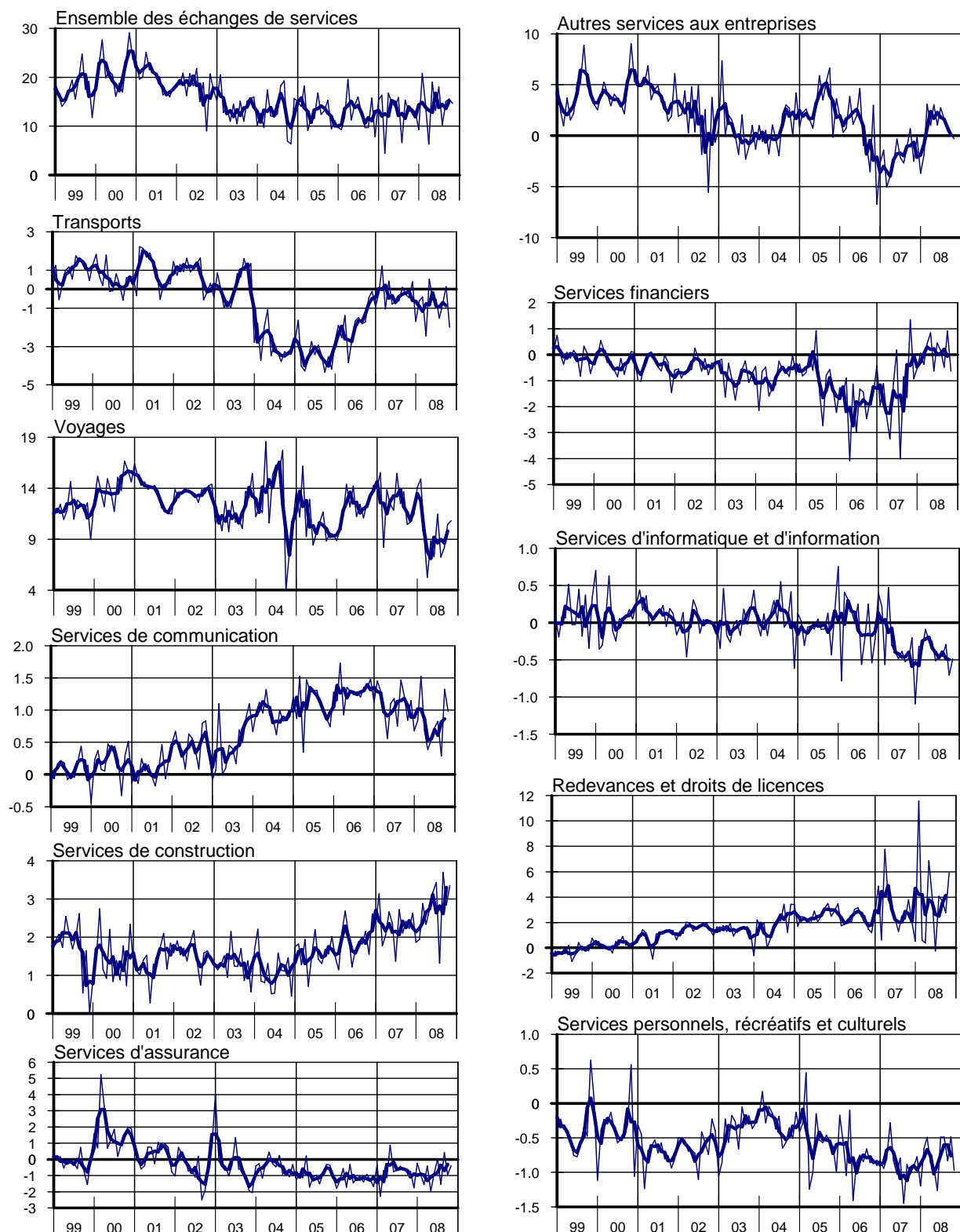
Indices de chiffre d'affaires dans le secteur "hôtellerie et restauration" (variation sur un an de la moyenne mobile sur trois mois, en %)



Source : INSEE

© Coe-Rexecode

Solde de la balance des services (en milliards d'euros au taux annuel, moy. mob. / 3 mois, séries CVS)



Source : Balance des paiements, Banque de France

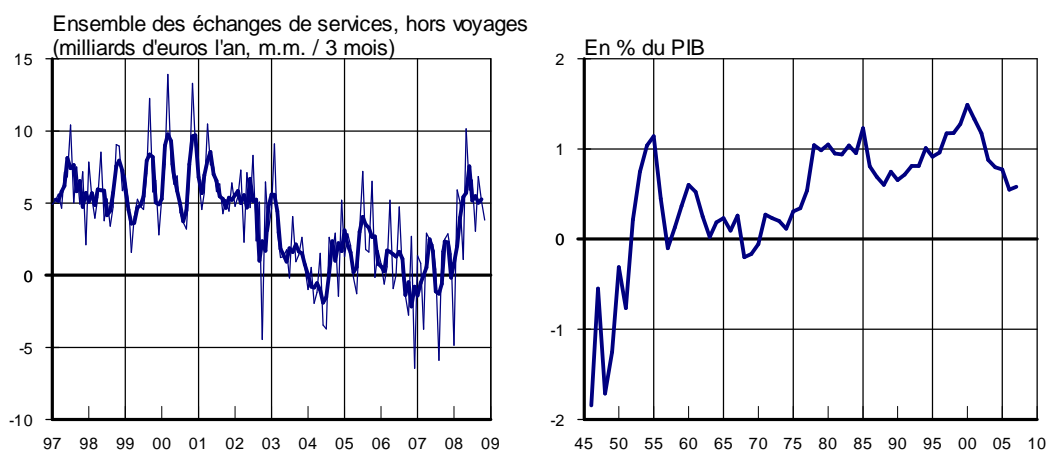
© Coe-Rexecode

L'excédent de la balance des services s'est accru en 2008

Alors qu'il s'est régulièrement réduit depuis 2000, le solde de la balance des services a poursuivi son redressement amorcé en 2007. Le solde excédentaire de la balance des services s'est affiché à 14,7 milliards d'euros l'an au cours des onze premiers mois de 2008 contre 13,7 milliards en 2007 et 12 milliards en 2006. L'excédent des redevances et droit de licences s'est accru à 3,7 milliards contre 3,1 milliards l'année précédente. Les échanges extérieurs de services de construction ont également dégagé un solde excédentaire croissant alors que le déficit des échanges de services financiers a été gommé. Le solde des autres services aux entreprises est devenu excédentaire, à 400 millions d'euros en 2008 contre -1,9 milliards en 2007. Hors voyages, le solde de la balance des services ressort à 4,7 milliards d'euros l'an au cours des onze premiers mois de 2008, à comparer avec un excédent de 0,9 milliard d'euros sur l'ensemble de l'exercice 2007 et un déficit de 0,1 milliard en 2006.

Cette tendance à l'amélioration ne doit toutefois pas occulter la rechute du solde des échanges extérieurs de services de transport. L'amélioration de 2007 n'a pas été confirmée, le déficit de la balance des transports s'est de nouveau dégradé, ressortant à 800 millions d'euros après seulement 300 millions en 2007. Le déficit des échanges de services d'informatique et d'information s'est légèrement accru à 400 millions contre 300 millions en 2007. De son côté, le solde de la balance des services d'assurance est resté stable, à - 800 millions d'euros, l'excédent des échanges de services de communication a reculé à 800 millions contre 1,1 milliard en 2007. L'excédent des voyages a diminué à 9,8 milliards contre 12,8 milliards en 2007 en relation probablement avec le niveau record atteint par l'euro contre le dollar au cours du printemps et de l'été.

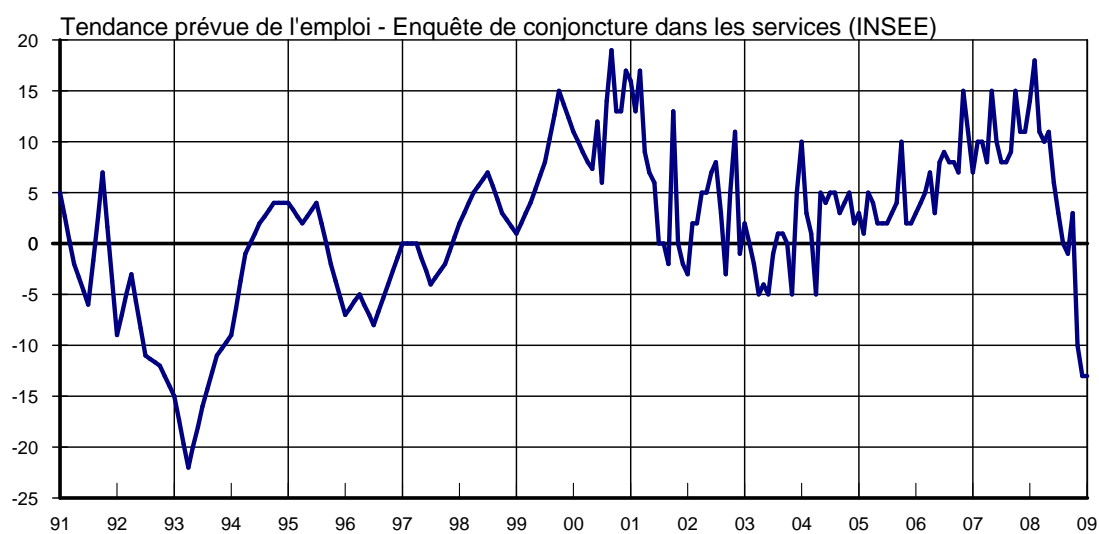
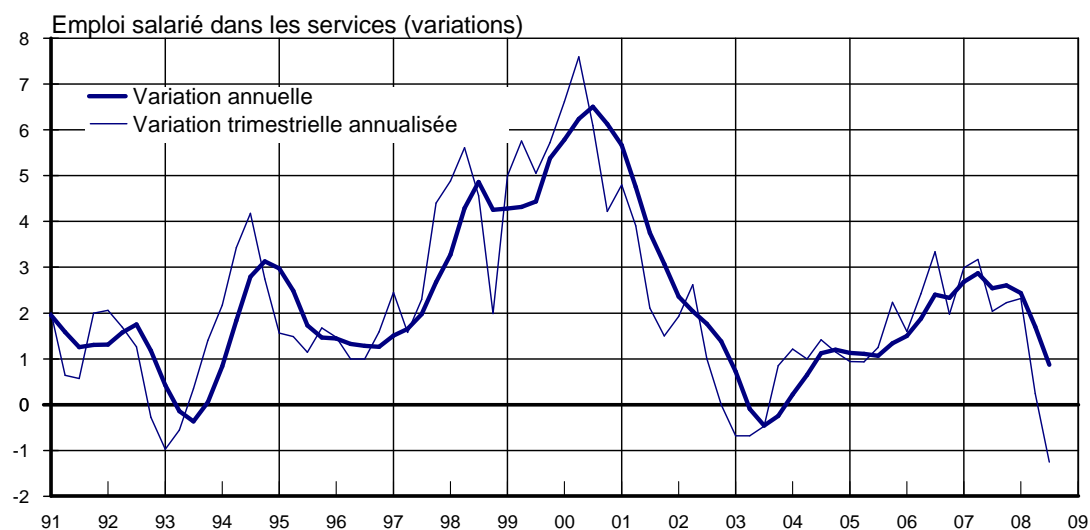
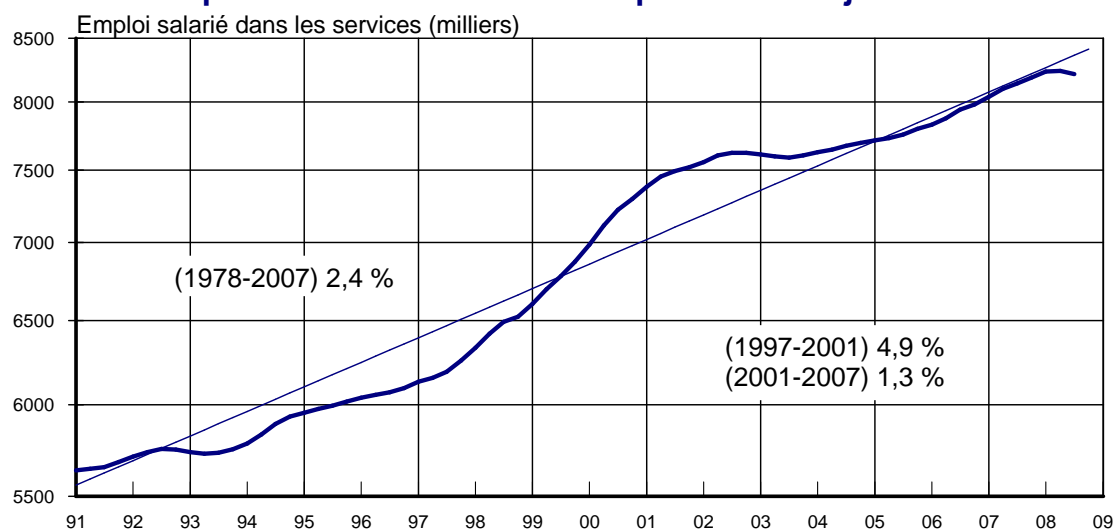
France : solde des échanges extérieurs de services



Source : Balance des paiements, Banque de France

© Coe-Rexecode

Emploi dans les services et enquêtes de conjoncture



© Coe-Rexecode

Source : INSEE, Comptes Nationaux Trimestriels, Enquête de conjoncture dans les services

Le recul de l'emploi s'est étendu aux services

Malgré les résistances tout au long de l'année 2007 et au début de 2008, les créations d'emplois dans les services ont fortement ralenti, suivant ainsi la tendance générale observée dans l'ensemble de l'économie. Si les créations d'emplois sont restées relativement dynamiques au premier trimestre, enregistrant une hausse de 2,1 % l'an par rapport au trimestre précédent, les deux trimestres suivants ont été décevants. Au second trimestre, les créations d'emplois ont progressé de seulement 0,2 %, alors que des pertes d'emplois, en relation notamment avec la chute des missions d'intérim, sont intervenues au troisième trimestre, la variation trimestrielle annualisée s'établissant à -1,3 %.

Les activités de services (champ du GPS) sont toutefois restées le secteur le plus créateur d'emplois avec près de 71 000 emplois salariés créés sur un total de 148 000. Ce sont les services aux particuliers qui ont été les plus dynamiques avec 40 000 emplois créés, suivis par les services de transports avec 19 000 postes. Seulement 9 000 emplois ont été créés dans les services aux entreprises en relation avec les fortes baisses observées dans le secteur de l'intérim, alors que les services immobiliers et financiers ont créé seulement 3 000 et 2 000 postes (contre respectivement 10 000 et 21 000 au cours de l'exercice 2007).

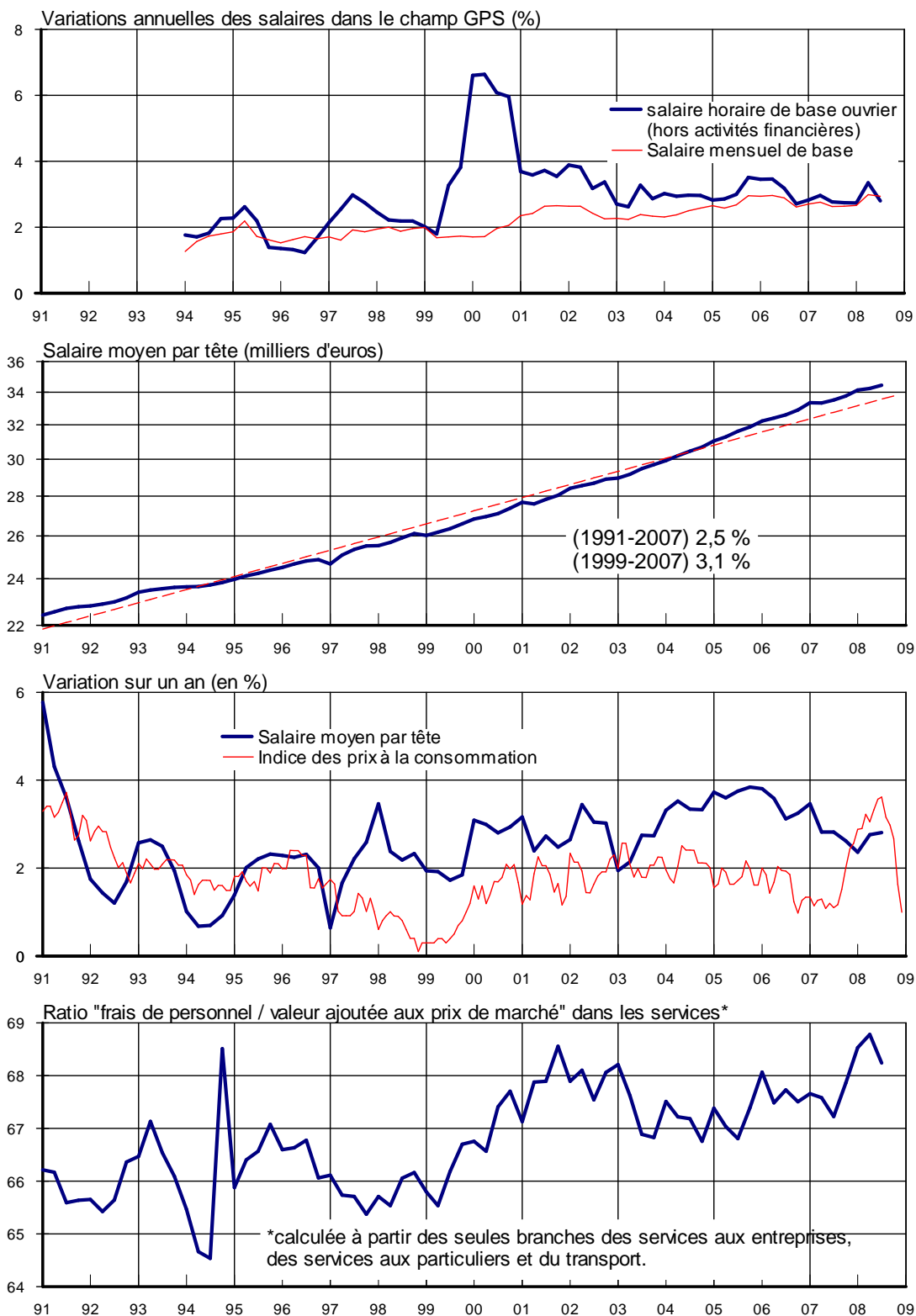
D'après les résultats de l'enquête mensuelle dans les services de l'INSEE de décembre 2008, la situation de l'emploi dans le secteur se serait à nouveau dégradée en fin d'année. Le rythme de progression serait nettement plus modéré et les créations d'emplois, déjà peu nombreuses sur la période récente, pourraient laisser la place à des pertes d'emplois au cours des prochains mois, y compris dans les services aux particuliers selon les anticipations des chefs d'entreprise. Les perspectives d'emploi peu favorables dans les services ont été également confirmées par le nouveau repli de la composante « emploi » de l'indice PMI services en décembre 2008.

Emploi salarié des branches (effectifs, CVS)

	Tendance 90-07	2006 (var. annuelles)	2007 (var. annuelles)	2008 (Var. trimestrielles annualisées)			Niveau 3e tr. 07 en milliers	Niveau 3e tr. 08	3e tr. 08 3e tr. 07
				1er tr.	2e tr.	3e tr.			
Ensemble des branches	1,1	0,9	1,7	1,1	0,4	-0,4	23 548	23 696	148
Agriculture	1,3	-1,2	-0,1	0,0	0,0	-1,1	369	368	-1
Industrie	-1,3	-2,0	-1,5	-1,4	-1,7	-1,9	3 227	3 174	-53
Construction	0,4	4,1	5,3	3,4	2,1	1,8	1 520	1 566	46
Commerce	1,4	-0,1	1,2	0,6	0,5	-0,8	3 080	3 092	12
Services (champ du GPS)	2,5	2,0	2,7	2,3	0,2	-1,3	8 144	8 215	71
Transports	1,4	0,3	1,8	2,3	1,5	0,7	1 055	1 074	19
Activités financières	0,3	0,0	2,4	2,1	0,0	-0,5	766	773	7
Activités immobilières	0,7	2,3	2,7	4,7	-1,5	-1,5	258	261	3
Services aux entreprises	3,1	2,6	2,8	2,2	-0,6	-3,0	4 030	4 032	2
Services aux particuliers	3,2	2,6	3,0	2,4	1,6	1,0	2 035	2 075	40
Education, santé et action sociale	1,4	2,0	2,0	1,1	1,1	1,2	4 698	4 754	56
Administration	0,7	-0,4	1,5	0,5	0,5	0,6	2 510	2 526	16

Source : INSEE, Comptes Nationaux Trimestriels

Salaires dans les services



© Coe-Rexecode

Source : DARES, INSEE, Comptes Nationaux Trimestriels, Calcul Coe-Rexecode

Légère accélération des salaires

La progression des salaires des services (champ du GPS) s'est accélérée au cours de l'année 2008. Le salaire mensuel de base (SMB) dans les services continue de croître à un rythme soutenu tout au long de l'année. Sa progression ressort à 2,9 % sur un an au troisième trimestre 2008 contre 2,6 % un an plus tôt. Le salaire horaire de base ouvrier (hors activités financières) avance pour sa part de 2,8 % sur un an à la même date, soit un rythme identique à celui observé à la même date un an plus tôt.

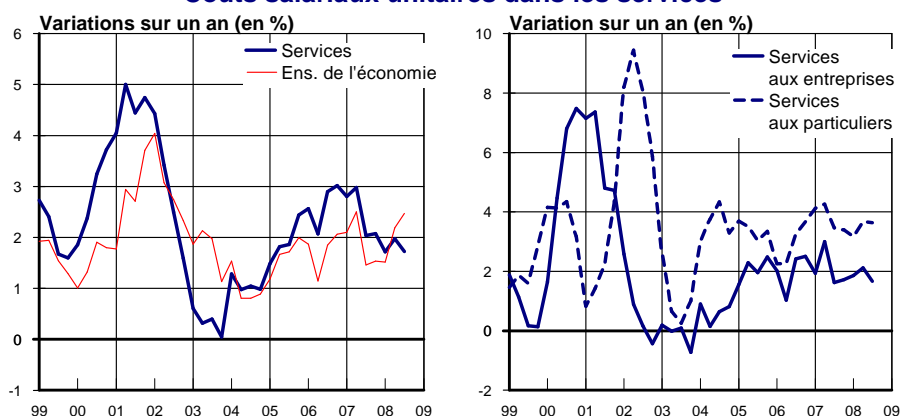
Après un début d'année marqué par une progression modérée, le salaire moyen par tête dans les services (défini comme le rapport entre la masse salariale et l'emploi salarié) renoue de nouveau, au cours des deux trimestres suivants, avec les rythmes observés en 2007, aux alentours de 2,8 % en glissement sur un an. Au troisième trimestre 2008, le salaire moyen par tête s'établit à 34 448 euros dans les services contre 31 405 euros dans l'ensemble de l'économie.

Cependant, si l'on enregistre une nette progression du salaire moyen par tête, l'hétérogénéité des moyennes obtenues reste marquée au sein des services en France. Le salaire moyen par tête s'établit à 48 259 euros au troisième trimestre (soit une progression de 2,1 % sur un an) dans le secteur des activités financières, 42 069 euros dans les services immobiliers (3,9 % sur un an), 36 630 euros dans les services aux entreprises (3,2 % sur un an), 33 572 euros dans les transports (3,2 % sur un an), et seulement 24 559 euros dans les services aux particuliers (2,3 % sur un an).

Avec les hausses spectaculaires des prix du pétrole et des matières premières et leur impact sur les prix à la consommation, le glissement annuel du salaire moyen par tête dans les services exprimé en termes réels a été temporairement négatif au printemps pour la première fois depuis 2003. En termes réels, le salaire moyen par tête dans les services aurait baissé de 0,5 point compte tenu d'une inflation annuelle autour de 3 % au deuxième trimestre. Cette tendance devrait s'inverser au quatrième trimestre avec la rapide désinflation qui est intervenue.

Après une accélération en 2006 et début 2007, les coûts salariaux par unité produite dans les services (défini comme le rapport entre les rémunérations des salariés rapportées à la valeur ajoutée en volume) poursuivent leur phase de ralentissement en 2008 entamée en automne 2007. Au troisième trimestre 2008, ils se modèrent à 1,7 % sur un an après 2 % au premier trimestre. Comparé à l'ensemble de l'économie, le rythme de progression des coûts unitaires enregistré dans les services au troisième trimestre reste bien en dessous de celui observé pour l'ensemble de l'économie (+2,5 % sur un an), alors qu'ils étaient proches au cours des deux premiers trimestres.

Coûts salariaux unitaires dans les services*

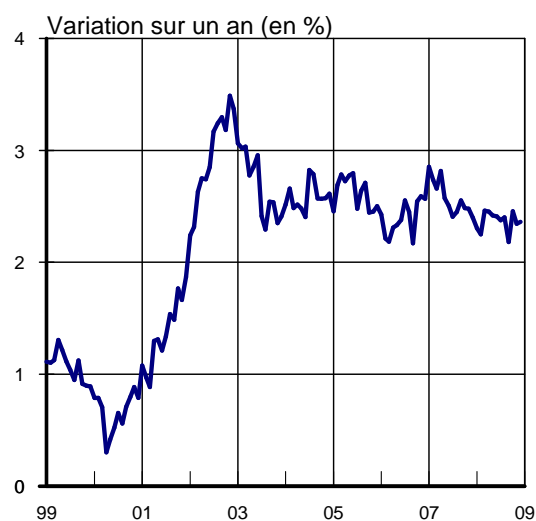
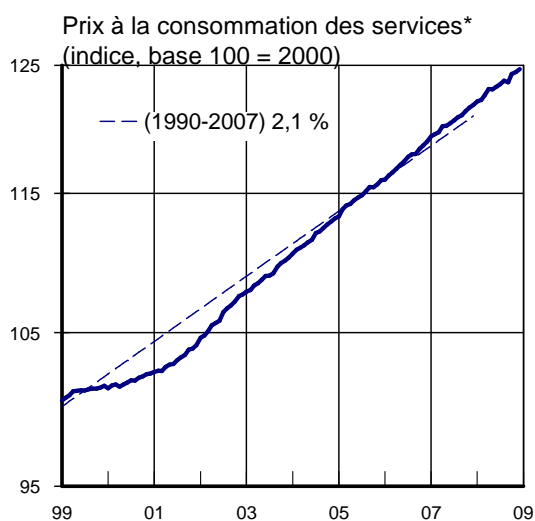
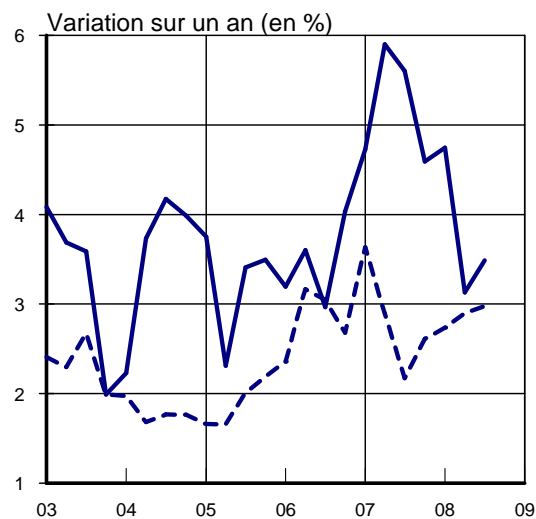
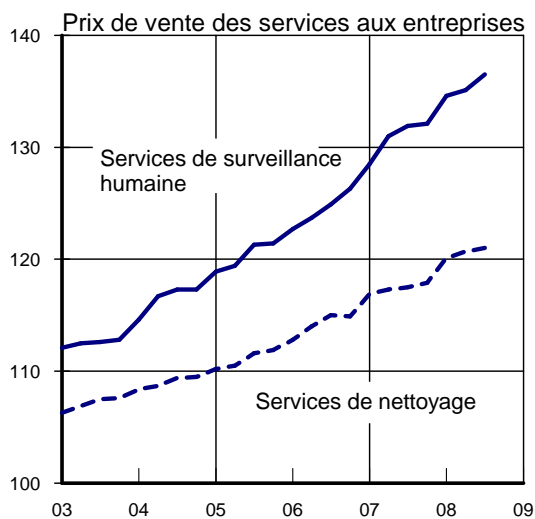
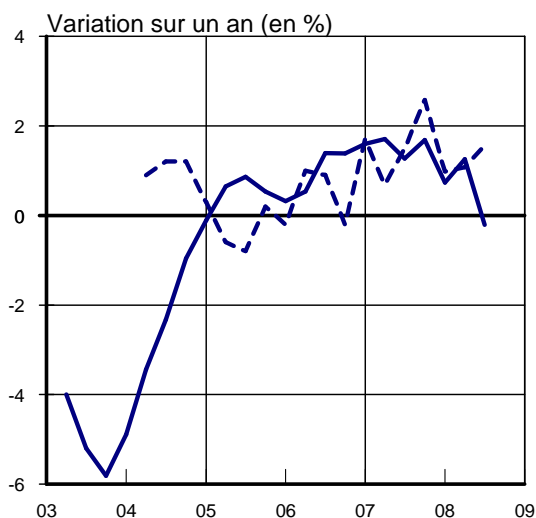
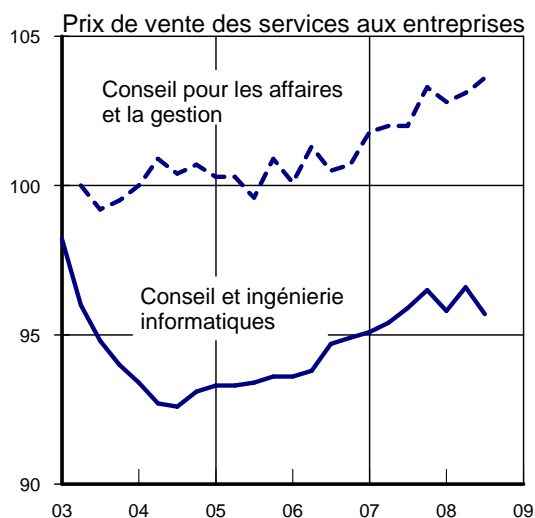


* Rémunérations salariales / valeur ajoutée en volume

© Coe-Rexecode

Source : INSEE, Comptes Nationaux Trimestriels, Calcul Coe-Rexecode

Prix des services



* Services : loyer, eau et enlèvement des ordures, services de santé, transports et communication, autres services (hôtels et restaurants, services récréatifs, etc.). Poids de 41,44 % dans l'indice d'ensemble.

© Coe-Rexecode

Source : INSEE, Enquête de conjoncture dans les services

Les prix des services se sont nettement repliés en fin d'année

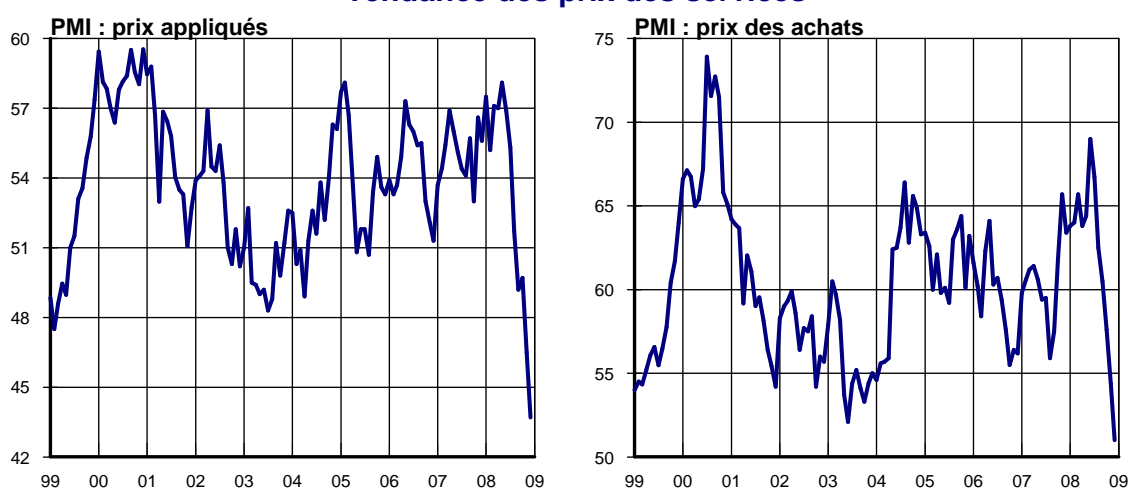
L'envolée des prix des produits alimentaires et de l'énergie a poussé l'inflation (mesurée au niveau des prix à la consommation) à la hausse. Durant le premier semestre, la variation, mesurée en glissement annuel, des prix à la consommation s'est accélérée jusqu'à ressortir à +3,6 % en juillet. En revanche, l'inflation « sous-jacente » (c'est-à-dire hors composantes volatiles) est restée plutôt inerte. Il est vrai que les prix des services, qui entrent à hauteur d'environ 42 % du panier qui compose l'indice des prix à la consommation, n'ont pas répercuté cette accélération. Leur progression est restée stable aux environs 2,4 % tout au long de 2008.

Du côté des prix de vente de services aux entreprises, aucune accélération durable et marquée n'est à signaler. Si les prix du conseil et développement informatiques s'inscrivent sur une tendance à l'accélération depuis la mi-2005, leur hausse est restée modérée au cours de deux premiers trimestres 2008. Les prix du conseil et développement informatiques au troisième trimestre ont reculé de 0,9 % de l'an. Mesurés en glissement annuel, ils baissent de 0,2 %. Les prix du traitement de données informatiques décroissent de 0,8 % au troisième trimestre, les prix de l'entretien et réparation de machines de bureau et de matériel informatique reculent de 0,6 % et ceux des services comptables de 0,2 % (glissement trimestriel).

En revanche, les prix des services juridiques continuent de progresser (6,1 % sur un an) de même que ceux du conseil pour les affaires et la gestion (1,6 % sur un an), alors que les prix de l'architecture ingénierie diminuent de 1,8 %. Si les prix du travail temporaire sont en légère baisse de 0,1 % sur un an, les prix de la sécurité et du nettoyage progressent respectivement de +4,0 % et de 3,0 % sur un an.

La décélération des prix de vente intervenue en fin d'année pourrait se prolonger. Les chefs d'entreprise, interrogés dans le cadre de l'enquête mensuelle réalisée par l'INSEE, estiment en décembre dernier que leurs prix de vente ont baissé ainsi que cela aurait déjà été le cas lors des deux mois précédents. Par ailleurs, leurs prévisions pour les mois à venir laissent attendre des baisses plus importantes. Le nouveau recul de la composante « prix » de l'indice PMI des services en décembre 2008 confirme cette tendance, indiquant une nouvelle décélération des prix des achats comme des prix de vente.

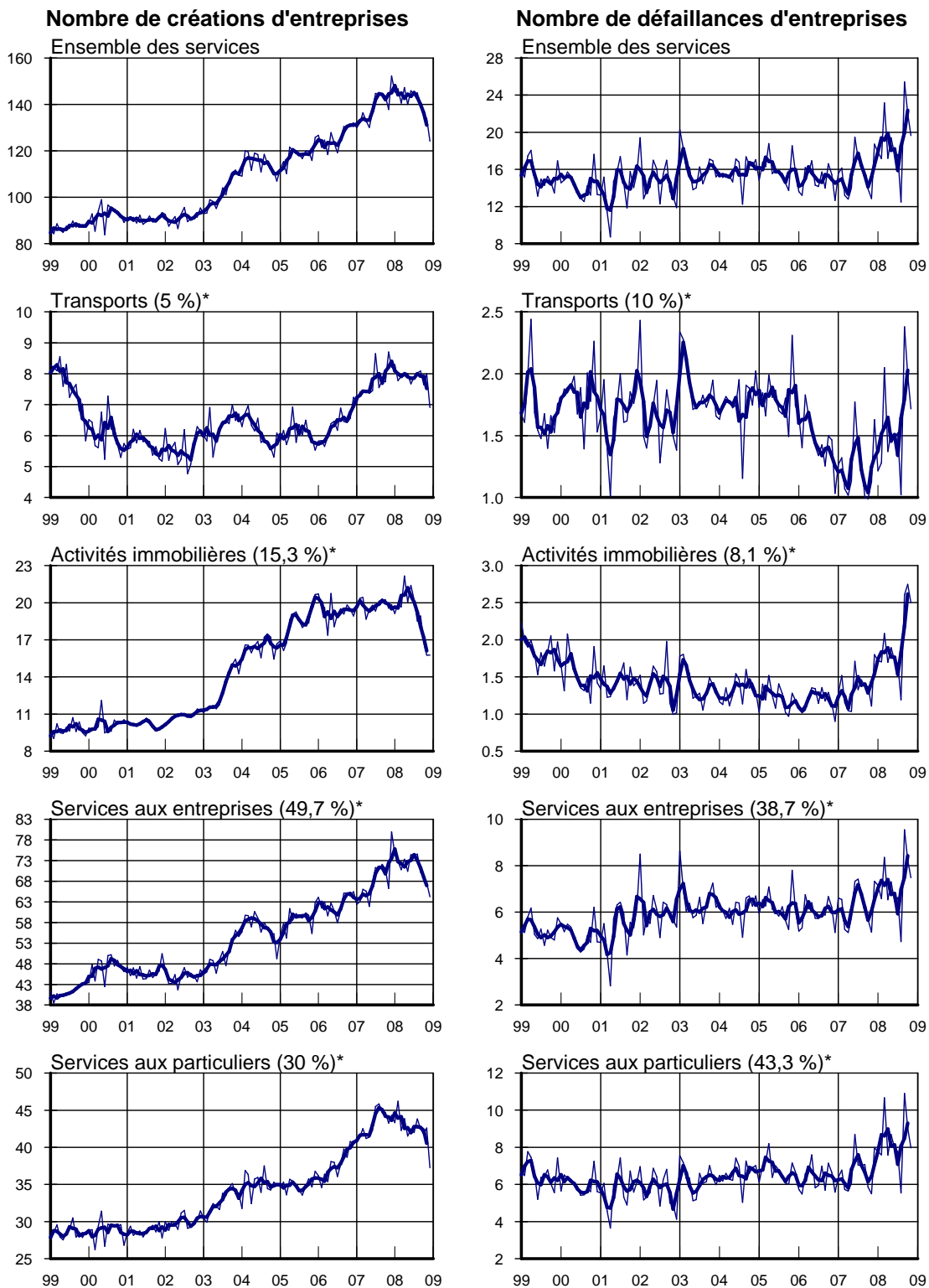
Tendance des prix des services



© Coe-Rexecode

Source : INSEE, Markit Economics

Créations et défaillances d'entreprises dans les services (milliers, taux annuel, CVS)



* Poids dans les créations/défaillances d'entreprises de services en 2006

© Coe-Rexecode

Source : INSEE

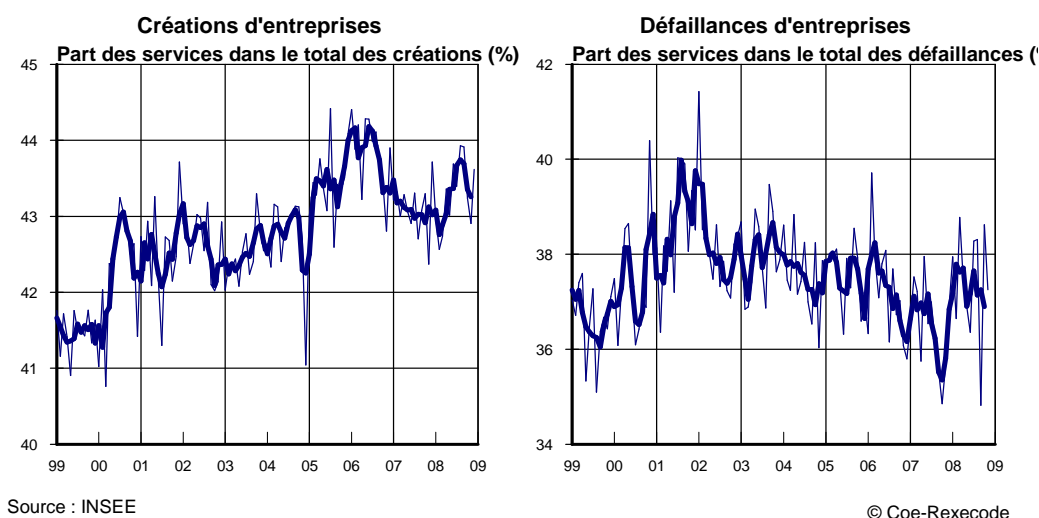
**Les créations des entreprises marquent le pas,
mais restent à un niveau élevé.
Les défaillances ont accéléré en fin d'année**

Après deux années très dynamiques avec une croissance de 6,7 % (soit 125 903 entreprises créées) en 2006 et 10,3 % (soit 138 876 entreprises créées) en 2007, les créations d'entreprises ont marqué le pas en 2008. Elles se sont accrues de 2,5 %. Elles restent toujours à des niveaux élevés, avec 142 362 créations en moyenne sur l'année 2008 (chiffres connus jusqu'en novembre 2008), surtout, elles se sont nettement retournées à la baisse à partir du printemps. La part des créations d'entreprises de services dans le total des créations d'entreprises de l'économie (exprimée en moyenne mobile sur trois mois) s'est stabilisée autour de 43,3 % tout au long de 2008.

Cumulées sur les douze derniers mois, c'est dans les services aux entreprises que les créations d'entreprises ont été les plus élevées, avec 72 710 créations, suivis des services aux particuliers (42 956 créations). 19 405 entreprises ont été créées dans le secteur immobilier, 7 971 dans les transports.

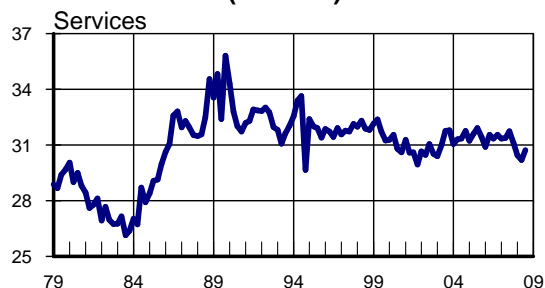
Connues jusqu'en octobre 2008, le nombre de défaillances d'entreprises de services ressort en moyenne à 19 481 au taux annuel, soit une hausse de 23 % par rapport au rythme moyen de 2007. Cette accélération des défaillances s'explique surtout par celles intervenues dans les services immobiliers (+41,9 % en 2008). Les défaillances d'entreprises de services aux entreprises sont en hausse de 14,7 %, celles des services aux particuliers de 26,4 % et celles des services immobiliers de 41,9%. Ce nombre de défaillances a probablement encore augmenté en fin d'année comme le suggère des indications récentes de la Banque de France.

Créations et défaillances des entreprises de services

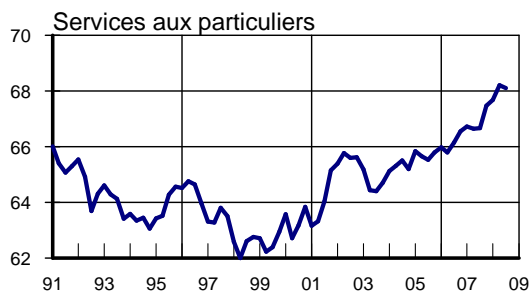
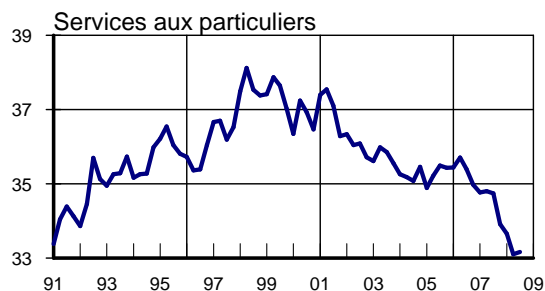
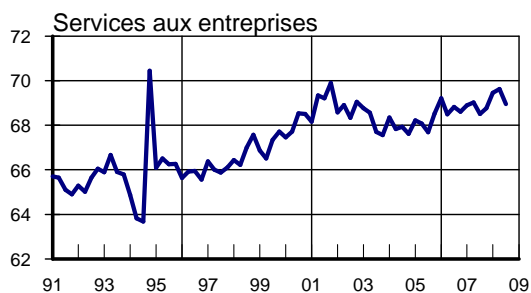
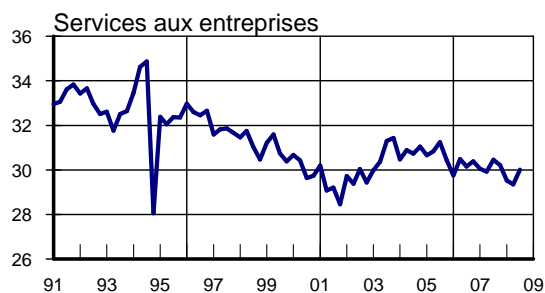
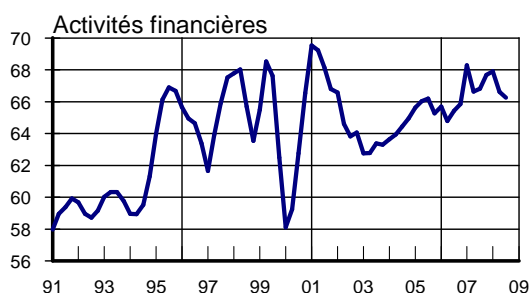
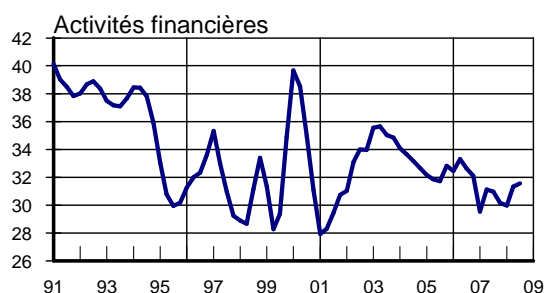
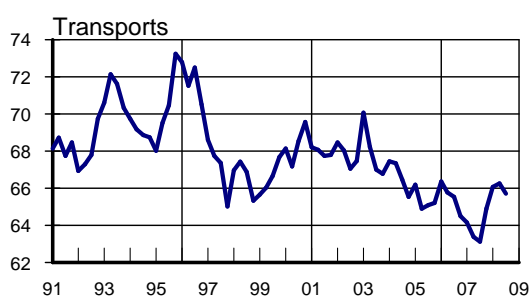
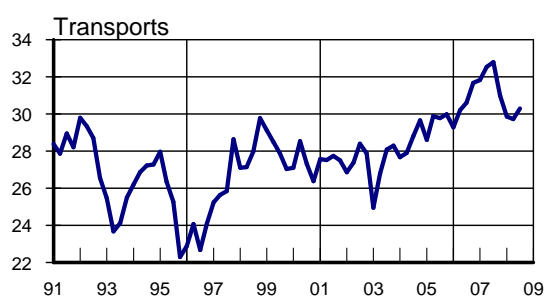
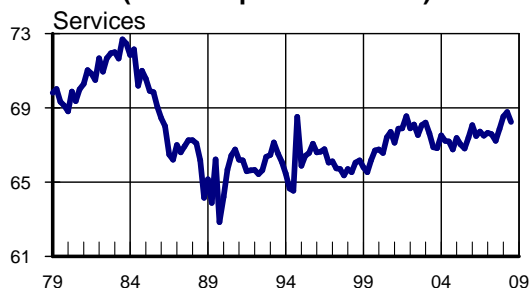


Comptes des entreprises des services

Marge brute (en %)
(EBE/VA)



Rémunération du travail (en %)
(Frais de personnel / VA)



Source : INSEE

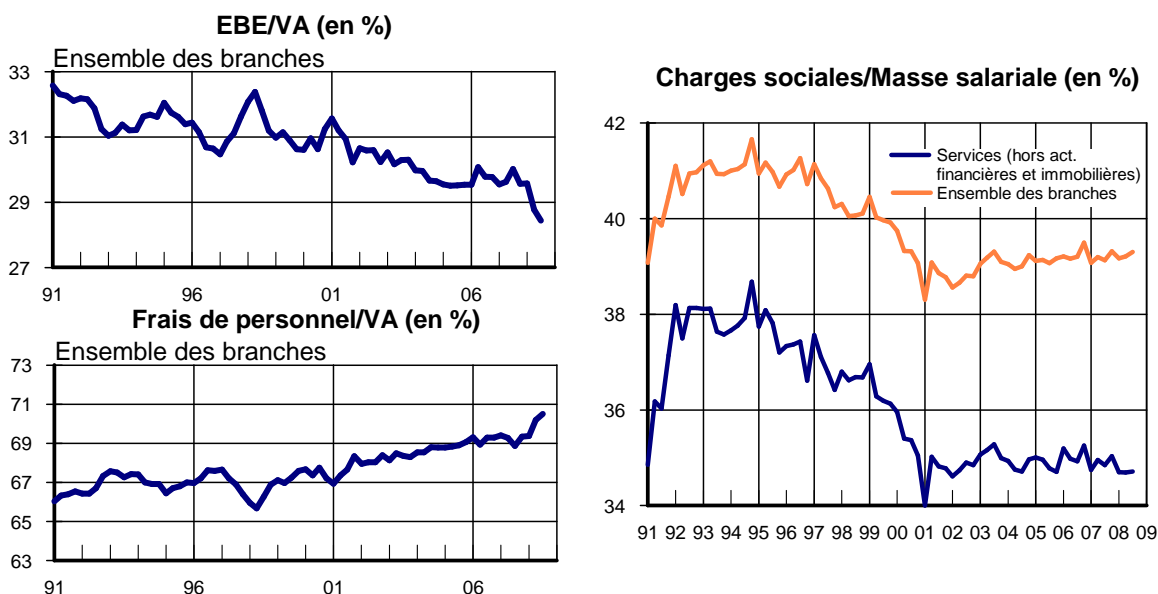
© Coe-Rexecode

Le taux de marge des entreprises de services s'effrite en 2008

Au cours des trimestres les plus récents, le taux de marge des activités de services s'est plutôt effrité. Il est tombé à 30,4 % au cours des trois premiers trimestres 2008 contre 31,4 % en 2007. La dégradation la plus marquée concerne le taux de marge des entreprises de services aux particuliers qui est tombé à 33,2 % au troisième trimestre 2008 alors qu'il avoisinait 35 % au premier trimestre 2007. Celui des entreprises de services aux entreprises est repassé sous la barre des 30 % aux premier et deuxième trimestres 2008 (à respectivement 29,5 % et 29,3 %), poursuivant sa tendance à l'effritement (30,1 % en 2007, 30,2 % en 2006 et 30,8 % en 2005). On observe tout de même une légère reprise au troisième trimestre avec un taux de marge s'établissant à 30,1 %. Quant au taux de marge des entreprises de transport, il est également en recul aux deux premiers trimestres 2008 (à respectivement 29,9 % et 29,7 %) pour se stabiliser à 30,3 % au troisième trimestre contre 32 % en 2007. Cette tendance baissière confirme ainsi la fin du vif redressement du taux de marge des entreprises de transports observé depuis 2003 (quand il était tombé à 25 % au premier trimestre). La progression de l'excédent brut d'exploitation dégagé par les entreprises de services s'est ainsi sensiblement modérée. Elle ne ressort plus qu'à 2,8 % en glissement sur un an au troisième trimestre. Cette progression sur un an était encore de 5,4 % fin 2007 et de 6,7 % fin 2006.

L'effritement des résultats des entreprises de services s'est probablement prolongé et même amplifié en fin d'année. Le solde des opinions des chefs d'entreprises du secteur des services sur l'évolution passée comme prévue de leurs résultats d'exploitation s'est brutalement dégradé au cours du second semestre et cette tendance devrait se poursuivre début 2009.

Comparaison des ratios du compte d'exploitation des services* et de l'ensemble des branches*

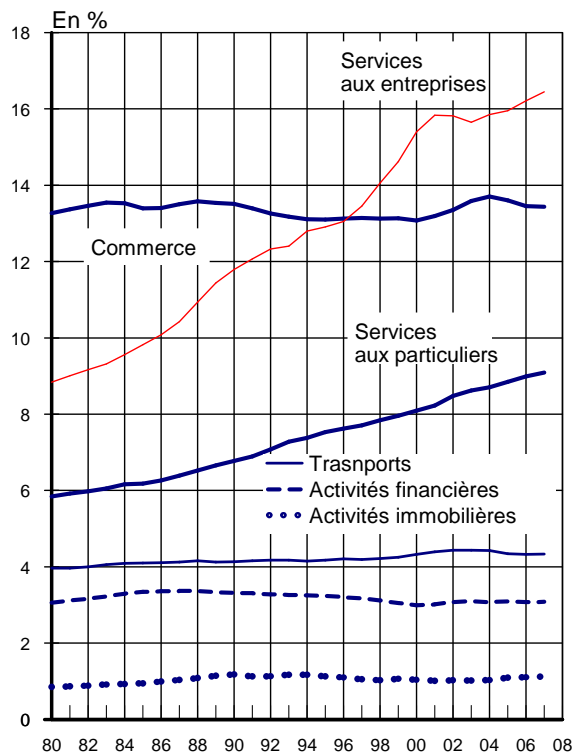
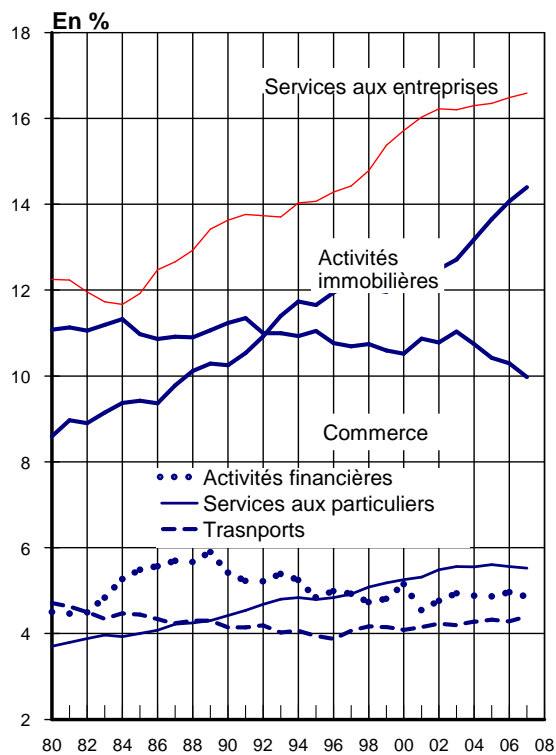
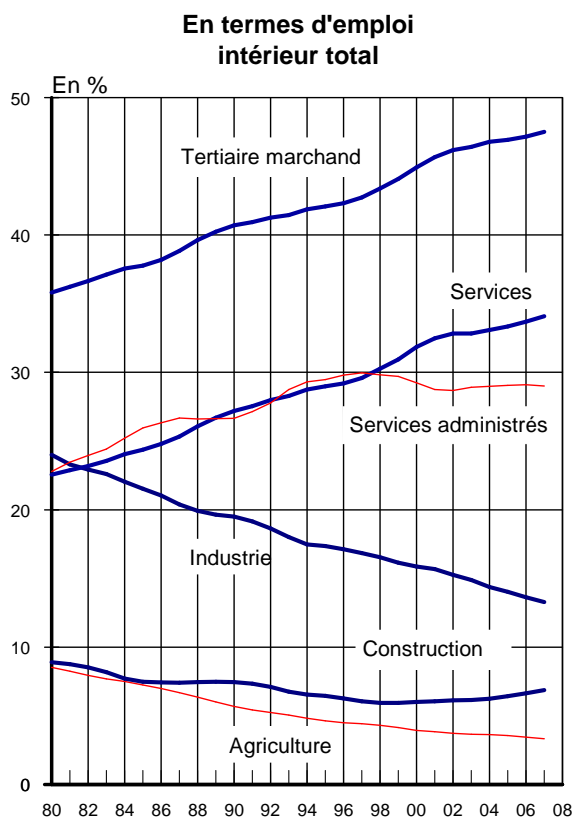
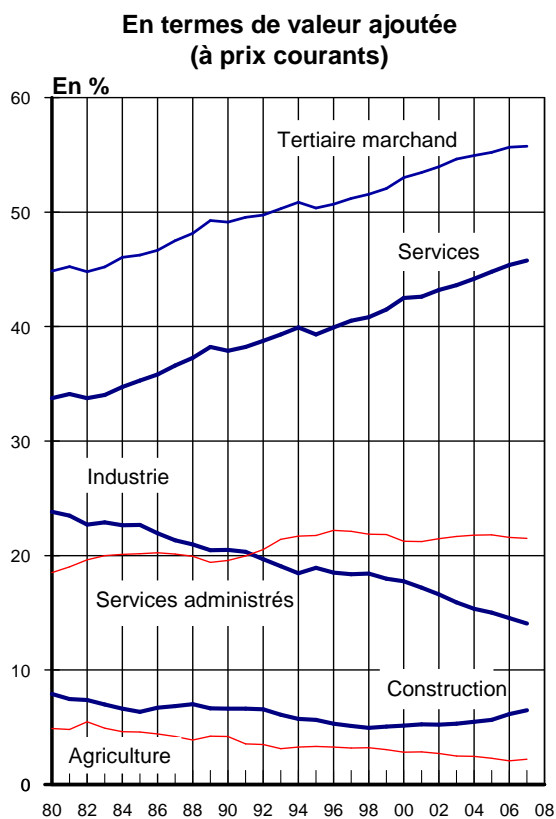


* Hors services financiers et immobiliers.

Source : INSEE, Comptes Nationaux Trimestriels

© Coe-Rexecode

Poids des branches dans l'économie française



Source : INSEE, Comptes Nationaux Trimestriels

© Coe-Rexecode

Les services représentent un tiers de l'emploi en France

En 2007, les services tels que nous les avons défini dans ce tableau de bord (à savoir les transports, les activités immobilières et financières, les services aux entreprises et aux particuliers) représentent 776 milliards d'euros, soit 45,8 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des activités économiques. Entre 1978 et 2007, le poids de la valeur ajoutée générée par les activités de services dans la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie s'est accru d'environ 13 points.

Au cours de la même période, les poids des valeurs ajoutées générées par l'agriculture et l'industrie ont perdu respectivement 3,5 et 10 points dans la valeur ajoutée totale pour tomber à 2,2 % et 14,1 % en 2007. Le poids des services administrés s'est en revanche accru, tout particulièrement au début des années 1990. L'an passé, il représente 21,5 % de la valeur ajoutée totale contre 18,1 % en 1978. Si le poids de la valeur ajoutée dégagée par le secteur de la construction s'est inscrit sur une tendance baissière au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt dix, ce mouvement s'est inversé depuis le début des années 2000 (son poids s'élève à 6,5 % en 2007 contre 5 % en 1998).

Avec 8,8 millions de personnes, les services représentent 34,1 % de l'emploi intérieur total en 2007 (contre 22 % en 1978). Sur les 3,7 millions d'emplois créés depuis 1978, le secteur des services en a généré près de 3,9 millions alors que l'industrie en a perdu près de 2,1 millions au cours de la même période. Au sein des services, ce sont les services aux entreprises qui ont connu l'essor le plus important, leur poids dans l'emploi intérieur total ayant doublé au cours des vingt-cinq dernières années.

Sur une période plus récente (1990-2007), les services aux entreprises deviennent même les premiers créateurs d'emplois en France dépassant le tertiaire non marchand (comprenant l'éducation, la santé, l'action sociale et l'administration). En 2007, ces services aux entreprises représentent 16,4 % de l'emploi intérieur total soit 4,2 millions d'emplois (dont 646 000 emplois intérimaires à la fin 2007 qui sont affectés pour 45 % dans l'industrie, 21 % dans la construction et 22 % dans les services) et génèrent près de 17 % de la valeur ajoutée (soit 281 milliards d'euros). Par comparaison, l'industrie (hors intérim) représente 13,3 % de l'emploi intérieur en 2007 (3,4 millions d'emplois) mais génère 14,1 % de la valeur ajoutée (239 milliards d'euros).

Contribution des services à la création d'emplois

Emplois créés	1978-2007		1990-2007		2000-2007	
	Nombre (millions)	Contribution (% l'an)	Nombre (millions)	Contribution (% l'an)	Nombre (millions)	Contribution (% l'an)
Services	3,926	0,7	2,539	0,7	1,007	0,8
Transports	0,245	0,0	0,170	0,0	0,061	0,1
Activités financières	0,135	0,0	0,033	0,0	0,063	0,1
Activités immobilières	0,115	0,0	0,019	0,0	0,036	0,0
Services aux entreprises*	2,403	0,4	1,529	0,4	0,478	0,4
Services aux particuliers	1,028	0,2	0,787	0,2	0,368	0,3
<i>Pour mémo</i>						
Agriculture	-1,147	-0,2	-0,445	-0,1	-0,105	-0,1
Industrie	-2,067	-0,3	-1,045	-0,3	-0,449	-0,4
Construction	-0,204	0,0	0,064	0,0	0,304	0,2
Commerce	0,556	0,1	0,363	0,1	0,271	0,2
Tertiaire non marchand	2,600	0,4	1,357	0,4	0,336	0,3
Ensemble des branches	3,664	0,6	2,833	0,8	1,363	1,1

* y compris intérim

Source : INSEE, comptes annuels.

Les ménages consomment surtout ... des services immobiliers

En 1960, les biens industriels représentaient plus de 60 % de la consommation effective des ménages tandis que la part des dépenses des ménages consacrée aux services n'atteignait que 22 %. En 2007, les biens industriels ne représentent plus que 40 % de la consommation effective des ménages tandis que le poids des services est proche de 37 %. Cependant, la hausse du poids des dépenses en services reflète avant tout l'augmentation des dépenses de services immobiliers dont le poids dans le total des dépenses des ménages est passé de 5,3 % en 1960 à 9,9 % en 1980 et à 15,4 % en 2006. Ces dépenses de services immobiliers recouvrent par convention principalement les loyers effectifs et les loyers dits imputés, c'est-à-dire ceux que paieraient les propriétaires y compris les accédants à la propriété s'ils étaient locataires de leur logement.

Définition : la consommation effective des ménages est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables incluses dans la dépense de consommation finale des Administrations.

Les dépenses des ménages consacrées à des services aux entreprises ont augmenté en raison d'une consommation plus importante de télécommunications, en particulier avec l'explosion de la téléphonie mobile. Les activités de « poste et télécommunications » représentent 2 % du total de la consommation des ménages en 2007 contre 1,2 % en 1980 et seulement 0,5 % en 1960. En 2007, le poids des dépenses de services aux particuliers a retrouvé son niveau de 1960. Si la part des dépenses des ménages dans le secteur des « hôtels et restaurants » s'est réduite, passant de 5,5 % à 4,8 %, la part consacrée aux « services récréatifs, culturels et sportifs » a augmenté, passant de 3,1 % à 4,0 %. La part des dépenses des ménages consacrées aux transports est de 2,4 % en 2007 contre 1,7 % en 1970. La part des dépenses des ménages consacrées aux services financiers s'est réduite au cours des années quatre-vingt dix. Elle représente aujourd'hui 4,2 % de la consommation effective des ménages contre 6,1 % en 1990.

Evolution du poids de la consommation de services dans la consommation effective des ménages entre 1960 et 2007 (%)

	1960	1970	1980	1990	2000	2007
Transports	2,0	1,7	1,9	2,0	2,3	2,4
Activités financières	3,1	4,6	4,7	6,1	4,3	4,2
Activités immobilières	5,3	9,9	9,9	12,2	14,4	15,7
Services aux entreprises	1,3	1,6	2,5	2,8	3,5	3,8
dont postes et télécommunications	0,5	0,5	1,2	1,3	1,6	2,0
Services aux particuliers	10,6	9,1	8,9	9,0	10,2	10,5
dont hôtels et restaurants	5,5	4,5	4,5	4,8	5,0	4,8
services récréatifs, culturels et sportifs	3,1	2,8	2,9	2,8	3,5	4,0
services personnels et domestiques	2,0	1,8	1,5	1,5	1,7	1,6
Ensemble des services	22,3	26,8	27,9	32,0	34,6	36,5
<i>Pour mémoire</i>						
Industrie (y c. IAA et énergie)	60,6	54,1	50,4	46,2	42,9	40,0
Construction	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Commerce	1,5	1,7	1,6	1,8	1,6	1,6
Services administrés	14,4	16,7	19,7	19,9	21,5	22,0

Source : Insee, comptes nationaux

Les activités de services investissent autant que la moyenne de l'ensemble des activités

La formation brute de capital fixe (FBCF) des branches des services (hors transports et activités financières) s'élève à 91,2 milliards d'euros en 2006, soit une hausse de 7,9 % par rapport à 2005. Par comparaison, la FBCF de l'ensemble de l'économie s'élève à 187 milliards d'euros en 2006, enregistrant une hausse de 6,8 % sur un an. Si la croissance de l'investissement dans les services est en moyenne supérieure à celle de l'ensemble des branches de l'économie, les rythmes d'évolution diffèrent néanmoins sensiblement d'une branche à l'autre.

Avec 43,9 milliards d'euros investis en 2006, l'investissement dans la branche « services aux entreprises » a augmenté de 6,3 % en 2006 par rapport à 2005. Il représente près de la moitié de l'investissement des entreprises de services. L'investissement de la branche « activités immobilières » a atteint 35,9 milliards d'euros en 2006 (soit une hausse de 10,1 % par rapport à 2005). Il représente 40 % de la FBCF de l'ensemble des entreprises de services).

La branche « services aux particuliers » a investi en 2006 à hauteur de 11,3 milliards d'euros (soit une hausse de 6,6 % par rapport à 2005). Le poids de l'investissement dans les services aux particuliers est relativement faible (12 % de la FBCF de l'ensemble des entreprises de services).

Alors que la valeur ajoutée dégagée par les services (hors transports et activités financières) ne correspond qu'à 36 % de la valeur ajoutée totale, la FBCF des branches de services représente près de la moitié de la FBCF de l'ensemble des branches. Conséquence, le taux d'investissement des branches de services (23,8 % en moyenne entre 1999 et 2005) est supérieur à celui de l'ensemble des branches (17,6 %). Mais c'est la branche « services immobiliers » qui est à l'origine de cet écart en raison de son taux d'investissement très élevé (57,9 % en moyenne entre 1999 et 2005) tandis que les taux d'investissement des branches « services aux entreprises » (18,4 %) et « services aux particuliers » (17,7 %) sont similaires au niveau enregistré par l'ensemble des branches (17,6 %).

L'investissement des entreprises non financières par branche

	Niveau (mrd €)	Taux d'investissement	
		Moy. annuelle (1999-2005)	Evo. tendancielle en points par an
Activités immobilières	35,9	57,9	2,3
Promotion, gestion immobilière	3,0	39,3	-3,8
Location immobilière	32,9	64,9	4,8
Services aux entreprises	43,9	18,4	-0,7
Postes et télécommunications	5,4	19,3	-2
Conseils et assistance	19,2	15,9	-0,1
Services opérationnels	14,9	18,9	-1,4
Recherche et développement	4,4	39,9	3,7
Services aux particuliers	11,3	17,7	-0,2
Hôtels et restaurants	4,6	14,1	-0,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	6,0	31,1	-0,1
Services personnels et domestiques	0,7	7,5	0,4
Total services*	91,2	23,8	-0,1
Ensemble de l'économie	186,9	17,6	-0,1

* hors transports et services financiers

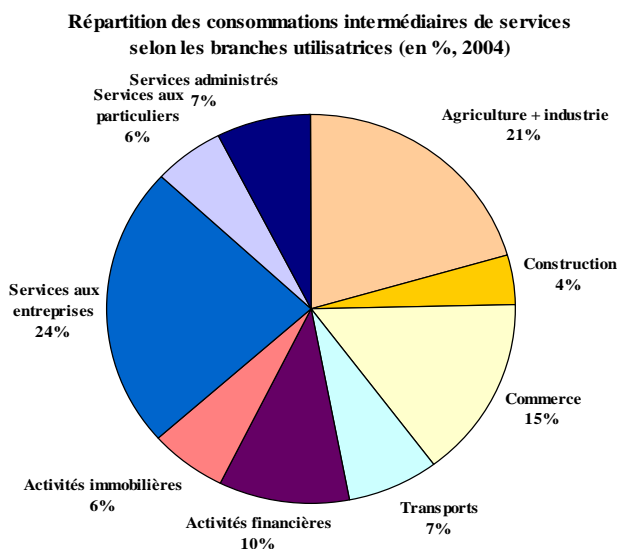
Source : INSEE, comptes nationaux

Les entreprises de services consomment... des services

A partir du « tableau des entrées intermédiaires » qui décrit les consommations intermédiaires d'une branche d'activité pour un produit donné, on peut déterminer quelles sont les branches les plus consommatrices de services. Il s'avère que ce sont avant tout les branches de services qui consomment des services. L'agrégat « tertiaire marchand hors commerce » consomme près de 43 % des services fournis. En revanche, les entreprises agricoles et industrielles ne consomment que 21 % des services fournis. Si le commerce à lui seul achète près de 15 % des services, la branche de la construction n'en consomme que 4 %. Un tableau plus détaillé des consommations intermédiaires de services est présenté en annexe.

Ce sont les services de « sécurité, nettoyage et services divers » qui ont le poids le plus élevé dans le total des consommations intermédiaires de services. Ce type de service est consommé avant tout par la branche des services aux entreprises (29,2 %) mais également par des entreprises agricoles et industrielles (16,6 %) et par la branche commerce (17,2 %). Si les services de « publicité et études de marché » sont surtout consommés par les entreprises agricoles et industrielles (à hauteur de 39,3 %), les services « d'architecture, ingénierie et contrôle » sont essentiellement achetés par la branche des services aux entreprises. La « sélection et fourniture de personnel » est consommée avant tout par les branches agricoles et industrielles (à hauteur de 46,5 %) et par la construction (17,9 %).

Références bibliographiques : X. Niel et M. Okham (2007), « Les ressorts de l'économie des services : dynamique propre et externalisation », Insee Première n°1163, novembre.



Source : INSEE, comptes nationaux, calculs Coe-Rexecode d'après la note de l'INSEE "Les ressorts de l'économie des services : dynamique propre et externalisation" (N°1163, Novembre 2007)

Lecture du tableau : 24 % des services fournis sont consommés par des entreprises de services aux entreprises

Répartition des consommations intermédiaires de services selon les branches utilisatrices en 2004

	Branches utilisatrices									total	Valeur (millions €)
	Agriculture + industrie	Construction	Commerce	Transports	Activités financières	Activités immobilières	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Services administrés		
Biens et services consommés											
Sécurité, nettoyage et services divers	16,6	3,5	17,2	4,4	11,1	3,3	29,1	3,8	11,0	100,0	93 295
Intermédiation financière	13,2	6,2	18,3	3,3	27,9	10,8	11,8	3,5	5,0	100,0	70 651
Location immobilière	10,9	0,5	29,4	3,2	8,5	7,6	22,1	8,0	9,7	100,0	45 918
Services juridiques, comptables et de conseil	24,4	4,3	10,2	2,8	10,9	5,0	24,5	5,2	12,5	100,0	43 671
Télécommunications, poste et courrier	7,6	1,5	14,9	1,1	12,9	2,0	44,8	4,9	10,4	100,0	40 756
Administration d'entreprises	22,4	5,9	19,8	3,7	0,0	3,5	39,0	3,9	1,8	100,0	36 886
Activités informatiques	20,1	3,2	10,7	2,4	20,4	4,4	31,9	2,3	4,5	100,0	32 523
Publicité et études de marché	39,3	1,0	13,1	2,3	4,4	0,3	29,5	7,8	2,2	100,0	27 000
Architecture, ingénierie et contrôle	15,3	13,5	3,0	1,5	4,5	8,7	43,8	3,4	6,2	100,0	26 384
Sélection et fourniture de personnel	46,5	17,9	8,8	6,9	1,5	0,5	9,9	2,1	5,9	100,0	25 080
Manutention, entreposage et gestion d'infrastructure	19,4	2,2	12,2	51,7	0,2	2,1	8,2	3,3	0,6	100,0	23 946
Auxiliaires financiers et d'assurance	15,6	4,4	3,0	5,0	52,4	1,1	14,7	2,9	0,9	100,0	23 790
Recherche et développement marchands	75,7	0,4	0,0	0,1	0,0	0,0	16,7	0,1	7,0	100,0	23 140
Location sans opérateur	29,4	10,6	9,7	8,6	0,6	1,1	33,1	2,7	4,3	100,0	21 585
Hôtels et restaurants	14,1	1,0	23,0	5,4	2,8	3,7	20,0	15,5	14,6	100,0	20 235
Assurances	28,4	4,1	14,6	9,8	7,5	4,5	21,1	4,7	5,1	100,0	15 887
Assainissement et gestion des déchets	22,1	3,4	8,5	1,7	0,5	8,7	34,1	3,4	17,6	100,0	15 683
Organisation du transport de fret et transport spatial	23,6	3,2	35,5	23,9	0,7	1,7	5,1	4,0	2,2	100,0	12 434
Promotion gestion immobilière	0,0	0,0	3,8	0,0	0,0	95,4	0,0	0,1	0,7	100,0	11 093
Transports routiers (ou par conduites) de marchandises	1,6	0,2	50,1	41,2	0,1	0,0	0,3	0,3	6,0	100,0	9 620
Activités audiovisuelles	10,2	0,9	3,0	0,6	0,0	11,6	22,5	50,5	0,7	100,0	9 123
Transports aériens	12,1	1,6	12,2	33,9	8,6	1,3	18,3	5,6	6,2	100,0	6 690
Agences de voyages	17,7	1,3	19,1	44,0	0,2	0,2	8,8	7,8	0,8	100,0	6 115
Autres activités récréatives, culturelles et sportives	7,3	0,6	1,7	0,6	0,0	0,6	4,1	65,6	19,4	100,0	4 418
Transport routier de voyageurs	8,3	1,1	12,9	14,4	1,5	1,6	4,7	3,8	51,7	100,0	4 409
Services personnels	14,9	1,1	4,4	5,4	0,0	7,5	11,5	46,9	8,3	100,0	2 396
Transports ferroviaires	10,0	1,4	17,4	2,8	3,9	0,2	17,7	5,7	40,9	99,9	1 623
Transports par eau	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	1 475
Services domestiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0	0,0	100,0	734
Total des services consommés	20,5	4,3	14,8	7,2	10,5	6,0	23,8	5,6	7,4	100	656 560
Total des biens et services consommés	44,0	7,3	9,7	4,8	5,1	3,2	13,7	5,0	7,2	100	1 483 856

Source : tableau des entrées intermédiaires, niveau 118, comptes annuels de l'Insee

1. TENDANCES CONJONCTURELLES

- Statistiques sur la valeur ajoutée, l'emploi, les salaires, les taux de marge, les frais de personnel, les coûts salariaux unitaires : comptes trimestriels détaillés (Insee)

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=5

- Climat des affaires dans les services : l'enquête de l'Insee retient le champ des services immobiliers, des services aux entreprises et des services aux particuliers, l'enquête PMI retient un champ élargi avec la prise en compte des services financiers et des transports (statistiques non publiques pour l'enquête PMI).

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=12&type=0>

- Indice des chiffres d'affaires (Insee) :

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=44&type=0>

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=45&type=0>

- Indice des prix à la consommation (Insee)

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=29&type=1>

- Indice des prix de ventes de services aux entreprises

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=50&type=0>

- Créations d'entreprises

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=20&type=0>

-Défaillances d'entreprises

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=21&type=0>

- Statistiques sur la Balance des paiements : Banque de France

http://www.banque-france.fr/fr/stat_conjoncture/series/bdp/html/bdp.htm

2. TENDANCES STRUCTURELLES

- Statistiques sur la valeur ajoutée, l'emploi intérieur, la consommation privée, l'investissement et les consommations intermédiaires : comptes annuels (Insee)

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=1

